

# M-Energies craint le gel du marché du remplacement

by Les Echos - lundi, décembre 17, 2018

<http://correspondances.fr/m-energies-craint-le-gel-du-marche-du-remplacement/>

**Spécialiste de la maintenance des chaudières et chaufferies, le groupe lorrain joue la carte de la pédagogie.**

En matière de chauffage, la révolution électrique attendra. En charge de l'entretien et de la maintenance de 80.000 chaudières individuelles et de 3.000 chaufferies collectives, le groupe nancéien M-Energies connaît trop bien son marché pour croire à un basculement radical vers la pompe à chaleur.

Le groupe lorrain détient 23 centres de profit dans l'est de la France et en région parisienne.

## **CCE en local**

Fort de sa neutralité vis-à-vis des constructeurs, M-Energies compte faire preuve de pédagogie dans le site B to C qu'il lancera en début d'année. Outre les conseils personnalisés à l'heure du changement de chaudière, le groupe proposera ses offres de maintenance et des engagements tarifaires négociés en région.

Attaché aux partenariats de proximité, le groupe a conclu dès 2014 un accord avec le producteur d'électricité messin UEM pour valoriser conjointement les certificats d'économie d'énergie (CEE) dans le parc locatif social régional. Un programme de même nature le lie au producteur de fioul franc-comtois Avia pour le renouvellement des chaudières des particuliers.

## **Maillage de proche en proche**

Constitué en 2008 à l'occasion de la reprise du chauffagiste nancéien Solorec, M-Energies s'est lancé dans une politique de croissance externe qui lui a permis de passer son effectif de 140 salariés, voici dix ans, à 320 aujourd'hui. Reprises dans un souci revendiqué de tact et de bienveillance, les petites structures qui rejoignent le groupe intégreront l'an prochain deux entités distinctes, M-Energies Services et M-Energies Exploitation. La croissance endogène et de nouvelles acquisitions permettent à l'entreprise, qui affiche pour 2018 un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros, de tabler sur une progression de 15 % l'an prochain.